

BULLETIN DE LA

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Syndicat National CGT des Travailleurs de la Recherche Scientifique

10 Rue de Solferino Paris 7

Tel. 551 7139

S T S
N R S
C G T F S M

SUPPLÉMENT au N° 156 — Avril 1974

LA FRANCE ET LES ACCORDS DE PARIS

Sur le plan politique international la plus grande violation des Accords de Paris est le refus par les USA de reconnaître l'égalité des droits entre l'administration de Saigon et le GRP jusqu'à la constitution d'un gouvernement unique au Sud Viet Nam issu d'élections générales. Malgré des rodomontades de M. Thieu les Accords précisent clairement qu'il existe au Sud, deux administrations, deux armées, deux zones de contrôle et trois forces politiques, dont la troisième composante que Thieu essaie de supprimer par tous les moyens. Les deux administrations sont l'une et l'autre *provisaires*.

La France est malheureusement complice de cette politique de MM. Nixon et Kissinger. Cosignataire des Accords de Paris elle devrait jouer un rôle positif pour garantir son application. En fait dès le printemps 1973 elle décidait de réserver son action diplomatique et financière au seul régime de Saigon, apportant ainsi de l'eau au moulin des ennemis de la paix en Indochine et compromettant ses chances de pouvoir établir des relations durables avec le Viet Nam de l'avenir.

Pham Van Dong l'a dit à la délégation du sénateur Missoffe, Jobert a été duement informé par les autorités de la RDVN et du GRP : la France va-t-elle laisser échapper sa 3^e chance d'établir avec le Viet Nam des bonnes relations profitables pour les deux pays ? Nous pourrions ajouter : la France va-t-elle mettre en accord ses paroles et ses actes quand elle parle de relations nouvelles entre les pays riches et les pays du Tiers Monde - même si ceux-ci n'ont pas de pétrole à vendre ? Va-t-elle s'accrocher aux petits intérêts sordides qu'elle a au Sud Viet Nam, où les plantations sont d'ailleurs dans les régions du GRP, ignorer les Accords de Paris comme elle a en 1946 ignoré les Accords signés avec Ho Chi Minh et comme elle a ignoré les Accords de

Genève après 1954.

Ce sont précisément les partisans de la guerre, ceux qui en vivent comme Thieu, qui ne cessent de répéter que les Accords de Paris ne sont que des chiffons de papier et que la guerre recommencera de façon inéluctable comme après 1954. En refusant de reconnaître la réalité politique du Sud Viet Nam, Mr Jobert fait écho à cette appréciation profondément pessimiste de la situation.

L'article ci-joint sur le Sud Viet Nam donne une idée du rapport de force réel entre Thieu qui n'est que le président d'une faction politique en désarroi, qui ne compte que sur son armée équipée par les USA, et les autres forces politiques de très loin majoritaires qui aspirent à la réconciliation nationale et à la paix. Pour ces forces politiques la lutte pour l'application des Accords de Paris, et la reconnaissance des droits du peuple vietnamien qu'ils contiennent, est devenu l'objectif principal.

La plupart des pays du Tiers-Monde ont reconnu le GRP qui représentait le Sud Viet Nam à la Conférence des non-alignés d'Alger, mais les gouvernements occidentaux plus ou moins inféodés à la puissance américaine refusent encore sa reconnaissance.

L'intervention de l'opinion publique peut sur ce point s'exercer de façon efficace, en direction du gouvernement des USA ou la politique hypocrite d'un certain prix Nobel de la paix est ouvertement mise en cause par le Sénateur Kennedy, en direction des gouvernements signataires de l'acte final de la Conférence de Paris, en particulier du gouvernement français.

Il faut que les forces de gauche de notre pays

(suite à la page 3)

La réalité du Sud Viet Nam en lutte

TOUS les témoignages, toutes les analyses de ceux qui connaissent bien la réalité du Sud Viet Nam en lutte le confirment : la situation n'a jamais été aussi mobile, la lutte populaire n'a jamais été aussi générale. Les objectifs communs à l'immense majorité du peuple vietnamien : paix, indépendance, liberté dans l'unité sont plus que jamais à l'ordre du jour.

Cette évolution aujourd'hui est la somme d'une multitude de luttes sociales, politiques et même militaires qui n'ont pas besoin d'être spectaculaires pour être décisives. Elle est donc difficile à analyser et à faire comprendre de loin. Heureusement, les Accords de Paris ont mis fin aux bombardements massifs, aux massacres, à cette guerre dont on rend compte par des communiqués. Remplir notre devoir de solidarité matérielle était alors une tâche relativement facile, car l'écho de ces événements terribles parvenait plus directement à tous. Même la télévision, les radios, la grande presse ne pouvaient entièrement faire silence sur le drame et sur ceux qui en étaient responsables, l'appareil d'oppression et de destruction américain au service de l'impérialisme et le reflet qu'il entretenait au Sud Viet Nam, c'est-à-dire Thieu, ses policiers et ses militaires.

Aujourd'hui, ces mêmes organes d'information ne laissent presque plus rien passer de ce qui se passe au Sud Viet Nam, hormis des rumeurs alarmantes : Thieu déclare officiellement la guerre au G.R.P. qu'il refuse de reconnaître. A la Celle-St-Cloud, la délégation de Saigon refuse de se placer sur le terrain des Accords de Paris, le seul qui soit pourtant légal et réaliste. Saigon publie régulièrement des bilans d'opérations de « conquête » des zones libérées, mais rien ne permet d'en confirmer les effets, qu'aucun journaliste ne peut aller constater.

Par contre, ce qui est certain, c'est que plus les Américains injectent des millions de dollars dans l'organisme gangréné dirigé par Thieu, plus l'économie s'effondre. Le seul mot de reconstruction dans les zones libérées par Saigon fait hausser les épaules des fonctionnaires les plus « alignés ». Ce qui est certain aussi, c'est que si les armes américaines continuent d'arriver massivement dans les ports du Sud Viet Nam pour soi-disant remplacer le matériel réellement perdu, gâché, abandonné ou revendu par les militaires de Saigon, il est devenu pratiquement impossible à Thieu de forcer ses soldats à se battre contre leurs compatriotes des zones libérées. Ce qui est certain, c'est que la troisième composante face à Thieu, se fait sans cesse plus hardie, malgré l'exercice quotidien de l'arbitraire et de la terreur. C'est enfin que Thieu ne peut courir le risque de relâcher les 200.000 prisonniers politiques qu'il continue de soumettre aux pires tourments sans voir le camp de ses adversaires déterminés et organisés s'accroître d'autant et le balayer irrémédiablement ; mais, et c'est l'enseignement de toute résistance populaire,

les victimes s'organisant tandis que les bourreaux se démoralisent, plus long est le blocage, plus violente risque d'être la déflagration.

Pendant ce temps, dans les zones libérées, le travail s'organise : la santé publique, l'éducation, les communications sont l'objet de soins prioritaires ; la nourriture est plus abondante et moins chère qu'en zone saïgonnaise. Ces exemples montrent déjà les avantages de la liberté et de la paix ; ils font entrevoir ce qui pourrait être, demain, un Sud Viet Nam réunifié, neutre pacifique, indépendant et prospère, selon la formule employée par le G.R.P.

Certains journaux montrent de temps à autre, des cartes du Sud Viet Nam où les zones du G.R.P. sont figurées par des taches ; on appelle cela la « peau de léopard » ; on compte et recompte (d'après quels recensements, dans un pays en guerre depuis 30 ans ?) les kilomètres carrés et les habitants des taches et des zones blanches ? Ces cartes et ces comptes sont doublement faux : d'abord parce que les cartes sont établies unilatéralement par Saigon qui ne reconnaît au G.R.P. que les zones où il n'a plus la moindre implantation. Mais toutes les situations intermédiaires existent et toute ambiguïté d'appartenance joue en faveur du gouvernement qui dispose du soutien populaire. Le drapeau saïgonnais qui flotte sur un village n'est, la plupart du temps, qu'un gage de tranquillité pour les paysans. Même dans les villes qu'elle contrôle avec la plus évidente apparence, l'administration Thieu ne règne ni sur les cœurs, ni sur les esprits, ni sur les espoirs.

On a beaucoup parlé, et avec raison, de l'exemple donné au monde par le peuple vietnamien. On en parlait le plus facilement en 1972, avant la signature des Accords, au moment où l'épreuve dont ils étaient en train de triompher était sans commune mesure avec aucune de nos expériences quotidiennes, ni même avec ce que nous pouvions imaginer. Aujourd'hui, le cap historique des Accords est franchi et, malgré toutes les difficultés et les différences, le peuple vietnamien tend vers une situation normale pour tous les peuples, et qu'ils cherchent tous à réaliser : la paix, l'indépendance, le développement national, des rapports d'échange et d'amitié avec les autres peuples. L'écart entre nos soucis, nos vœux, nos espoirs et ceux du peuple vietnamien est moins grand qu'aux pires moments de la guerre ? C'est de cette constatation qu'il faut tirer des conséquences : le Sud Viet Nam n'est pas encore en paix, mais il n'est plus en guerre ; tous les Vietnamiens ne sont pas libres, mais ceux qui sont libérés le sont irréversiblement. Les autres peuvent avoir la certitude d'être tôt ou tard libérés. Qu'ils le soient plus vite, et au prix de moins de souffrances dépend aussi de nous. Aujourd'hui, aider le Sud dans sa reconstruction, c'est aussi soulager le Nord qui, malgré ses énormes problèmes, soutient de toutes ses forces l'autre moitié du Viet Nam.

(suite de la page 1)

entreprennent une action plus soutenue pour que soit reconnu le GRP et aussi pour qu'une aide matérielle lui soit apportée. L'argent donné à Saigon n'empêchera pas la désagrégation prochaine du régime de Thieu. L'aide apportée au GRP qui administre les régions dévastées par la plus cruelle guerre de l'histoire doit être au contraire le symbole de l'établissement de nouvelles relations avec le Viet Nam d'aujourd'hui et de demain dont les droits sont inscrits dans les Accords de Paris.

Déjà la Suède apporte son aide au GRP et sous la pression de l'opinion publique le gouvernement hol-

landais a réservé quelques crédits pour une aide dans le même sens.

En France, la politique d'aide unilatérale à Saigon est très critiquée. Les milieux industriels français - comme américains - refusent d'investir chez M. Thieu dont l'avenir est trop précaire. Nous pouvons contribuer à obliger le gouvernement à accorder des dons et des prêts à long terme au GRP, à accorder des prêts plus importants à la RDVN. C'est bien peu de choses par rapport à nos obligations vis-à-vis d'un peuple qui a lutté pendant 14 ans contre l'impérialisme américain, après avoir été victime de notre politique colonialiste.

LA LIBERATION DU CAMBODGE

La guerre de libération du peuple cambodgien est entrée dans sa phase finale. Sans le soutien américain il y a bien longtemps que le régime de Phnom Penh se serait effondré. Depuis plus de 2 ans il n'a pu mener aucune action offensive et le front s'est progressivement resserré autour de la capitale et ceci malgré les bombardements d'une intensité inouïe des B-52 (de janvier à août 1973, 240.000 tonnes de bombes ont été larguées). Aujourd'hui Lon Nol et ses troupes se terrent dans un périmètre de 1.500 kms où se trouvent 30.000 soldats... et 83 généraux !

Hors ce triangle de sécurité et de quelques villes cernées où les garnisons sont ouvertement ravitaillées par des parachutages américains, tout le pays est administré par le Gouvernement d'Union Nationale du prince Sihanouk. Pour estimer la réalité du pouvoir du GRUNC sur plus de 90 % du territoire du Cambodge, donnons ce seul exemple : la production de riz dans les zones libérées en 1973 représente près de deux fois celle d'une année normale d'avant guerre.

Malgré cette situation la France continue à reconnaître le gouvernement agonisant de Phnom Penh et propose encore de marchander la fin du conflit avec l'administration de Lon Nol ce qui reviendrait à frustrer le peuple cambodgien de sa victoire. Cette position revient à ignorer complètement la réalité du rapport des forces et la responsabilité américaine dans la prolongation de la guerre. La tuerie cessera avec l'intervention américaine. Un vote récent à l'O.N.U. a montré que sur le front diplomatique Nixon et Kissinger perdaient aussi rapidement du terrain. Il est plus que temps que le gouvernement français reconnaisse le seul gouvernement légitime du Cambodge !

LAOS : POUR L'APPLICATION DE L'ACCORD DE PAIX DE VIENTIANE

Des trois pays d'Indochine, le Laos est celui dont on parle le moins aujourd'hui, voire plus du tout. Il faut dire que la grande presse est peu portée à s'étendre longuement sur les grandes victoires populaires et leur signification historique.

L'Accord de Vientiane constitue une étape décisive dans la lutte du peuple lao et nous en célébrons en ce début d'année le premier anniversaire ; le 21 février 1973, à Vientiane, cet Accord sur le rétablis-

sement de la Paix et la réalisation de la Concorde nationale au Laos était signé par les Forces patriotiques et le gouvernement de Vientiane.

Ce succès décisif ne signifie pas que les impérialistes américains aient renoncé, là comme au Viet Nam, à leurs visées dominatrices. Là, comme au Viet Nam, tout a été tenté pour faire capoter l'Accord, le rendre inapplicable. Le temps fort de ce sabotage a été le coup d'Etat de l'ultra-droite lao, le 20 août 73.

Mais la ferme détermination du peuple lao, uni autour des forces patriotiques, a eu raison de ces manœuvres, et un Protocole d'application de l'Accord a été signé le 14 septembre 1973.

Trois points essentiels du Protocole du 14 septembre doivent faire l'objet du soutien le plus large :

— une véritable neutralisation des villes de Vientiane et de Louang Prabang, avec une administration mixte, une police mixte et de forces armées de sécurités mixtes. Les forces de la droite dont la présence n'est pas conforme aux Accords doivent être évacuées. La C.I.A. doit cesser ses agissements.

— Un libre retour des « réfugiés » dans leur village d'origine. Beaucoup de ces « réfugiés » sont des victimes de bombardements ou de ratissages effectués par des mercenaires - lao ou thaïlandais - à la solde de l'impérialisme américain.

— La formation rapide du Gouvernement provisoire d'union nationale et Conseil consultatif national politique. Le Laos doit être administré par un organisme efficace et fort, capable de mettre en échec toute nouvelle tentative de l'extrême-droite.

Alors pourra se développer une véritable politique de paix et de concorde nationale, telle qu'elle est depuis longtemps déjà pratiquée en zone libérée. Le peuple lao, fort de sa victoire, pourra se consacrer au développement économique et culturel de son pays, développement déjà amorcé en zone libérée où, malgré les bombardements intensifs de l'aviation américaine, les progrès ont été considérables ; analphabétisme, pratiquement résorbé, enseignement développé - dans la langue maternelle - du primaire aux écoles techniques, développement de la production, épanouissement des activités culturelles.

La disparité existant entre les deux zones prouverait, à elle seule, s'il en était besoin, la portée de la victoire du peuple lao et le bien-fondé de la ligne suivie par le Front patriotique lao dans sa lutte pour la liberté, l'indépendance et la paix.

PLUS QUE JAMAIS, LE SOUTIEN MATÉRIEL

Apporter son soutien matériel à la reconstruction du Viet Nam reste indissociable de l'appui politique apporté à la lutte que mène toujours ce peuple pour la paix et l'indépendance. Le G.R.P. et la R.D.V.N. doivent mener de front deux tâches : reconstruire un pays ravagé au Nord comme au Sud par la guerre américaine, faire face aux menaces de reprise des bombardements par les U.S.A. (les vols de reconnaissance ont repris sur la R.D.V.N.), et aux agressions des troupes de Saïgon contre les zones libérées du G.R.P.

BILAN DE L'ACTIVITÉ DU COLLECTIF

Des **meetings** ont eu lieu dans différents centres universitaires. Citons : Rennes, avec la section sciences du SNEsup, le 17 janvier ; Gif-sur-Yvette où le film « La torture en question » a été projeté ; Meudon - Bellevue où 150 personnes sont venues entendre Mme Minh représentant le G.R.P. ; à Orsay des réunions se sont tenues dans les bâtiments de botanique, microbiologie, de l'accélérateur linéaire, à la résidence universitaire.

Les **envois de matériel** continuent régulièrement.

Livres : nous venons d'apprendre l'arrivée à bon port de 2.752 kg envoyés en juin ; 630 kg sont partis en décembre par voie maritime ; 300 kg ont d'autre part été envoyés en colis postaux de 1 kg.

Matériel scientifique :

— 400 kg de petit matériel et de produits chimiques en décembre, pour l'Institut d'hématologie, l'Institut ORL de Bach Mai, l'Institut de biochimie de l'hôpital Saint-Paul.

— 23 cantines en février, avec notamment un congélateur pour l'Institut de génétique de Bach Mai, et un climatisateur pour l'Institut d'épidémiologie.

Il faut souligner l'activité du Collectif intersyndical d'Orsay qui a, en un an, acheté pour 10.000 F de petit matériel (en dehors de la collecte pour le microscope électronique), et qui a suscité de nombreux dons de particuliers et de laboratoires (produits chimiques, matériel, livres, périodiques).

QUELS SONT NOS OBJECTIFS

Information : Comme nous l'avons déjà dit, continuer inlassablement d'expliquer la situation en Indochine est indispensable. Il faut exiger le respect de l'Accord de Paris, la reconnaissance du G.R.P. par la France. Par exemple, le Collectif d'Orsay organise du 18 au 24 mars une semaine d'action, avec une soirée animée par le groupe artistique cambodgien.

Dans ce but nous vous proposons entre autres le matériel suivant :

— « Le Prix de la Paix », film que Roger Pic a tourné en janvier 1973 à Hanoï (bombardements de décembre 1972, interviews de Ton That Tung, de Giap, de Pham Van Dong...)

— Une série de diapositives sur les zones libérées

(documents pris par Jean-Emile Vidal au cours d'un voyage d'un mois qu'il a effectué dans les zones libérées en juin 1973).

— « La torture en question », film tourné par la télévision anglaise Granada (version française) sur les prisonniers politiques (les survivants des cages à tigres transformés en crabes).

Pour les films et les diapositives s'adresser à la secrétaire du Collectif ; au SNEsup - Tél. 633.37-33 et 34.

— L'Union des Vietnamiens en France (U.V.F.) peut fournir de nombreux documents en particulier sur les prisonniers politiques. S'adresser à Nguyen Ngoc Tran, 16, rue du Petit Musc - Paris 4^e (des membres de l'U.V.F. peuvent participer à des réunions d'information).

— Le Collectif Intersyndical Universitaire tient à votre disposition un matériel de propagande sous forme d'affichettes.

— Expositions : Une série de panneaux peut être empruntée à l'Association France-Cambodge (Christiane Boucher, Association France-Cambodge, 12, place Chérioux, 75015 Paris ; et à l'Association d'amitié franco-vietnamienne, 37, rue Ballu 75009 Paris).

Soutien matériel : En ce domaine aussi, nous ne devons pas relâcher notre effort et participer aux côtés de nos camarades vietnamiens, à la reconstruction. Tous nous pouvons y contribuer sous les formes les plus variées, avec une grande efficacité. Citons l'exemple des Pays-Bas : c'est sous la pression populaire que le gouvernement a offert 15 millions de couronnes pour la reconstruction du Viet Nam (dont 4 millions au G.R.P.) ; dans ce même pays en un an, l'aide médicale a recueilli l'équivalent de 600 millions de francs, par collectes.

Pour le Sud, où les problèmes sanitaires restent au premier plan, il nous a été demandé d'aider à l'équipement de la faculté de médecine, qui vient d'être créée ; ce matériel est destiné aux étudiants essentiellement et peut comprendre, des loupes binoculaires, microscopes, réactifs, colorants, manuels, projecteurs de diapositives, instruments de dissection...

Pour le Nord, nous continuerons l'envoi de documentation scientifique à la bibliothèque scientifique centrale de Ha Noi. Mais des perspectives nouvelles de collaboration directe entre travailleurs des laboratoires et instituts spécialisés de la R.D.V.N. et de la France sont ouvertes. Nous venons en effet de recevoir une liste très détaillée des besoins en matériel et documentation, de la part d'un certain nombre d'instituts de l'Université et du Comité d'Etat pour les Sciences de Ha Noi.

Mais la collecte est plus que jamais nécessaire, en particulier pour assurer l'expédition de tout ce matériel collecté ou acheté :

C.C.P. Evry SCHATZMAN

28, rue Monsieur le Prince - 75006 Paris

C.C.P. Paris 6991.45

Collectif Intersyndical Universitaire - 28, rue M. le Prince, 75006 Paris - C.C.P. M. E. Schatzman 6.991-45 Paris

Tous ces articles ont été rédigés en commun par : S.N.E. Sup, S.N.C.S., S.N.B., S.N.P.C.E.N. (F.E.N.) ; U.N.E.F. ; S.N.T.R.S., S.N.P. de l'N.R.A. (C.G.T.) S.N.E.T.A.P. (Collectif Intersyndical Universitaire d'Action Vietnam - Laos - Cambodge)

Directeur de la Publication : S. SARRAZIN — Imp. PCK Meudon